

Mission d'étude aux États-Unis 14 – 21 octobre 2006

Introduction

La mission 2006 de la Fondation Nationale Entreprise et Performance (FNEP) s'est rendue à Washington D.C. et New York pour une semaine (du 14 au 21 octobre 2006) pour enrichir ses recherches sur le thème de l'État, l'entreprise et la société civile. L'étape à Washington était incontournable car, en tant que capitale des États-Unis, elle est au cœur de la politique mondiale ; New-York a été choisie comme un pôle commercial de première importance au niveau mondial.

La mission 2006 de la FNEP est très reconnaissante aux organismes et individus qui ont permis que ce voyage soit organisé. Leur disponibilité et leur contribution à notre étude représentent pour nous un exemple de dialogue entre État, entreprises et société civile.

Éléments de contexte

La société civile est de plus en plus présente dans le fonctionnement de l'État américain, mais joue aussi un rôle de plus en plus important dans l'économie, en étant un partenaire privilégié des secteurs public et privé. Ces relations, sans être nouvelles, sont de plus en plus complexes et étroites ; c'est une évolution majeure, qui constitue à la fois une opportunité et un défi pour le futur.

Lors de cette visite aux États-Unis, les membres de la mission cherchaient à être confrontés à toute la diversité qui caractérise ce pays ; le groupe a rencontré des représentants du gouvernement, aussi bien au niveau fédéral que des États, des représentants d'entreprises et d'ONG, mais aussi des institutions internationales comme la Banque Mondiale et les Nations Unies.

Les entretiens menés aux États-Unis, comme ceux des autres pays, se sont concentrés sur les processus de dialogue dans les relations entre États, société civile et entreprises, plus particulièrement par le

biais des trois études de cas (nucléaire civil, biotechnologies dans l'agriculture, commerce équitable) qui ont permis de rendre concret le débat. En particulier, la mission cherchait des exemples (au niveau national et local) de débats publics dans lesquels la société civile avait été (ou non) intégrée, pour en tirer de « bonnes pratiques » transposables à d'autres contextes ; l'étude de cas d'échec était également édifiante pour comprendre les écueils à éviter.

Observations générales

A l'issue du voyage, un certain nombre de thèmes émergent. Quelques uns des éléments recueillis recoupent des expériences similaires dans d'autres pays, et peut-être que les similitudes observées constituent en soi un premier enseignement : les relations entre la société civile, l'État et les entreprises se heurtent plus ou moins aux mêmes écueils dans tous les pays...

Il est surprenant de constater que la société civile se considère comme désavantagée aux États-Unis, qui sont pourtant considérés comme une démocratie parmi les plus vivantes au monde, avec une conscience citoyenne forte. Tous les représentants de la société civile que nous avons rencontrés constatent leur difficulté à influencer de manière significative l'État et les entreprises ; ainsi, même le statut des lobbys ne leur donne pas de moyens d'action significatifs.

L'État américain, très libéral et marqué par son système fédéral qui partage le pouvoir entre Washington et les 50 États, ne laisse pas beaucoup de place aux représentants de la société civile pour s'exprimer, en comparaison aux grandes entreprises, dont le poids est beaucoup plus important.

Autrement dit, il est évident que l'Amérique est orientée business. Le gouvernement est attentif aux attentes et intérêts des entreprises américaines. Les associations de consommateurs ont également un poids important et peuvent faire valoir leur point de vue dans de nombreux processus de consultation, par exemple les registres fédéraux. Et bien que solidement ancrée dans la conscience publique, l'image des lobbyistes de « K Street » qui ont une influence considérable sur le gouvernement est loin d'être une réalité.

Le lobbying est très développé aux États-Unis. Toutes les composantes de la société civile, y compris les ONG qui combattent le « modèle (économique) américain », sont organisées de façon à produire un lobbying efficace en utilisant tous les leviers disponibles. Agir autrement et recourir à d'autres modes d'action ne présenterait guère de chances de succès de se faire entendre dans la cacophonie des différents points de vue des nombreux groupes d'intérêts américains.

Le rôle des universités et autres institutions comme les *think-tanks* est assez important en regard de ce qu'il est dans d'autres pays. Il semble que les relations entre les campus universitaires, les *think-tanks*, les instituts de recherche, les entreprises et l'État soient beaucoup plus proches qu'elles ne peuvent l'être ailleurs. Cette proximité donne des possibilités d'échanges d'idées plus libres et plus faciles, et favorise le développement des initiatives sociales.

Enfin, les États-Unis sont le siège d'un grand nombre d'institutions internationales, mais également une nation d'immigration : cette dimension internationale favorise une dynamique visant à diffuser à travers le monde les principes de bonne gouvernance et de développement durable ; ces outils sont une réponse naturelle à la question des relations entre gouvernements, entreprises et société civile.

Commentaires spécifiques sur les études de cas

OGM

Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, il y a eu relativement peu de discussions sur les OGM et les biotechnologies aux États-Unis. Bien que certains groupes de la société civile (USPIRG, Greenpeace) désapprouvent ouvertement ces technologies, il n'y a pas eu de controverse publique ou de conflit autour de ce sujet.

Le faible engagement du public sur la question des OGM est peut-être le résultat de plusieurs facteurs : contrairement à la situation européenne, les autorités gouvernementales de régulation continuent à bénéficier de la confiance de l'opinion publique. De plus, le secteur de l'agriculture travaille étroitement avec le gouvernement pour promouvoir l'acceptation de ces produits aux États-Unis et dans le monde. Du fait de la puissance de ce lobby, et de la faiblesse

relative des moyens des ONG opposées aux biotechnologies, il y a peu de raisons pour le public de s'engager dans la controverse.

Le silence relatif de l'opinion sur la question des OGM peut également révéler que le public américain est plus réceptif aux nouvelles technologies et aux innovations, que ne peuvent l'être des sociétés plus traditionnelles. De plus, la relation du public à la nourriture est sans doute plus influencée par le prix que dans d'autres cultures...

Commerce équitable

Comme en Europe, la question du commerce équitable est un phénomène récent aux États-Unis. Un grand nombre d'organisations (Greenpeace, USPIRG, World Council of Churches, World Bank, UNDP) cherchent à promouvoir le concept. Mais les produits du commerce équitable ne sont pas largement disponibles aux États-Unis.

En tant que tel, le commerce équitable n'est pas un sujet conflictuel pour l'État, les entreprises et la société civile, ni aux États-Unis, ni ailleurs dans le monde. Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que le concept se développe (certaines données statistiques indiquent une progression très forte du commerce équitable), le sujet ne semble pas conflictuel, et le dialogue qui s'est engagé entre les 3 acteurs sur ce sujet devrait se poursuivre dans le futur.

Le commerce équitable, bien qu'il ne représente pas une révolution sociale et économique, est une bonne illustration de la coopération qui peut exister entre entreprises, État et société civile pour accompagner un changement de comportement dans la société : le seul obstacle au commerce équitable est culturel, le consommateur doit accepter de payer plus cher un produit sans bénéficier personnellement d'une meilleure qualité, puisque c'est le producteur qui voit sa qualité de vie augmenter.

Nucléaire civil

Les États-Unis ont connu un débat passionné sur l'énergie, qui a impliqué le gouvernement, les entreprises et la société civile. Un des aspects de ce dialogue a été le choix sur le nucléaire civil, mais le débat public a été très peu actif récemment, faute d'initiatives en faveur ou contre l'énergie nucléaire.

De façon similaire à ce qui se passe dans d'autres pays visités par la mission, la société civile américaine reflète une diversité de points de vue sur l'énergie nucléaire. De toute façon, le pétrole représente une part tellement importante dans le secteur énergétique américain que l'attention du public est surtout focalisée sur cette énergie, au point d'oublier presque les autres : gaz, charbon, nucléaire, énergies renouvelables.

Du fait que le pays est puissance nucléaire (civil et militaire), cette technologie est bien acceptée et le débat public n'est pas aussi passionné qu'ailleurs. De plus, le fait que l'énergie nucléaire permette de réduire à la fois la dépendance énergétique du pays et ses émissions de CO₂ rend le sujet un peu moins conflictuel entre la société civile et ses partenaires de l'État et des entreprises.

Conclusion

La revue de nos trois études de cas dans le contexte américain montre des interactions relativement sereines entre État, société civile et entreprises, sur des sujets qui divisent ailleurs. Les raisons de cet état de fait sont multiples.

D'une part, les 3 études de cas choisies par la mission 2006 sont directement liées aux mécanismes de marché. Alors que la question du capitalisme et de l'influence des entreprises sur l'État et la société est un sujet tabou dans de nombreux contextes nationaux, la société américaine accepte beaucoup mieux cette réalité comme un état de fait – y compris les responsables de la société civile qui peuvent se sentir désavantagés face aux entreprises dans le rapport de force qui en découle.

De plus, les relations entre entreprises et État sont beaucoup plus proches aux États-Unis que dans d'autres pays, même si l'implication directe de l'État dans l'économie est beaucoup moins visible qu'ailleurs. La relation entre les acteurs (société civile, État, entreprise) est beaucoup plus proche des relations qu'on peut nouer sur une « place de marché » ; par exemple, dans le domaine de la recherche appliquée, les liens entre les acteurs sont plus étroits que nulle part ailleurs.

En revanche, le sujet des libertés individuelles est beaucoup plus controversé aux États-Unis qu'ailleurs, de même que certaines questions de politique sociale.

Enfin, la société américaine apparaît plus ouverte à l'innovation et au changement que d'autres sociétés plus traditionnelles. L'idée que l'Amérique se ré-invente elle-même n'est pas qu'un slogan. Alors que certaines questions sociales peuvent diviser (parfois violemment), le fait que les États-Unis soient dans une dynamique constante d'évolution, couplée à une tradition de gouvernement par « essais et échecs », contribue à modérer les conflits sociaux que peuvent connaître d'autres nations. On ne peut pas dire qu'il n'existe pas de divergences d'opinion aux États-Unis, mais les courants minoritaires tendent à avoir moins d'influence que dans d'autres pays visités par la mission au cours de ses voyages.